

EDITO SUD Éducation n'est pas un syndicat corporatiste et de service qui se contente de défendre les intérêts individuels et immédiats de ses adhérents. Nous sommes un syndicat de conviction et de lutte qui accorde une place toute particulière à l'unité et à la solidarité des travailleurs qui se battent pour une société plus juste.

Aussi, régulièrement, nous vous proposons de prendre un moment pour réfléchir, contextualiser et comprendre ce qui se joue à l'échelle globale. C'est dans cet esprit que nous avons invité Nico Hirtt à Nancy pour qu'il nous explique l'évolution commune des systèmes éducatifs européens (p.4) et qu'aujourd'hui nous vous rappelons l'existence du cahier 13 de l'OCDE, véritable mode d'emploi au service des gouvernants pour démanteler les services publics (p.2-3).

En effet, derrière « l'alternance » et les déclarations politiques, les décisions qui nous touchent obéissent à un rapport de forces largement favorable aux milieux économiques qui, depuis 30 ans, remettent en cause ce que les travailleurs avaient conquis par leurs luttes.

Aujourd'hui, il est plus qu'urgent que chacun de nous mesure ce qui se joue, tant dans le démantèlement de l'enseignement en Lorraine (p.1) que dans la libéralisation du commerce international (p.2), et que nous fassions jouer à nouveau l'unité et la solidarité pour reprendre le chemin des luttes et inverser le rapport de forces.

CARTOGRAPHIE LORRAINE DU STRIP-TEASE DU SECOND DEGRÉ

« Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement supprimer telle activité » (Cahier 13 de l'OCDE p.30)

Depuis 1996, l'OCDE (Organisation internationale de Coopération et de Développement Économique) suggère ardemment à ses États membres d'appauvrir le service public d'éducation pour aboutir à une privatisation pure et simple... Et ce qu'on peut dire, c'est que le gouvernement français s'y attelle avec le zèle du mauvais élève qui veut à tout prix récupérer son triple A ! Mieux, le rectorat et les inspections académiques de Lorraine s'emploient à faire figure de stakhanovistes en la matière...

Dressons un tableau non exhaustif mais symptomatique du strip-tease local en cours à partir des DHG récemment tombées. Et comme il n'y a pas de petites économies, une fois entériné par les CA des établissements, le rectorat et les IA n'hésiteront pas à gratter encore un peu en CTA et CTSD :

✓ des **Blocs de Moyens Provisoires** dans un tel nombre (7 au lycée Jeanne d'Arc à Nancy) et une telle durée (11 ans au collège Louis Pasteur à Raon l'Étape) qu'ils ne seraient même pas envisageables dans le secteur privé...

✓ des **sections fermées** comme le CAP MHL au lycée professionnel Lapie de Lunéville, et des **enseignements supprimés** comme le Grec en 3ème au collège Chepfer de Villers-les-Nancy...

✓ un **nombre d'élèves par classe** qui confine les personnels au rôle de gardiens de troupeaux, en collège (29 élèves par classe au collège Emile Gallé d'Essey-les-Nancy) comme en lycée (35 élèves prévus en STMG au lycée Bichat à Lunéville)...

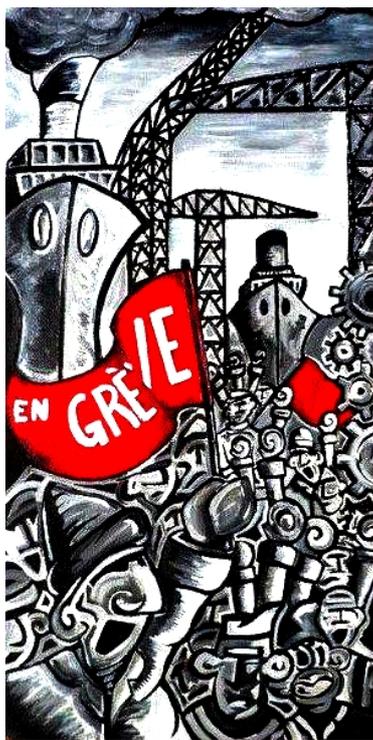
✓ des **fermetures de postes** programmées et qui n'ont rien d'« indolores », ainsi au lycée Jean Zay à Jarny ou au collège Van Gogh à Blénod-les-Pont-à-Mousson...

✓ des **HSA** (Heures Supplémentaires Annualisées) à la pelle au lycée Louis Bertrand à Briey (10,45% de la DHG) ou au collège Jacques Monod de Ludres dans des disciplines qui doivent donner des compléments de service dans d'autres établissements !...

✓ des **services partagés** comme s'il en pleuvait avec 7 disciplines concernées au collège Langevin Wallon de Blainville-sur-l'eau, ou encore un complément de service qui sera effectué à une heure de route du lycée Henri Vogt de Commercy, établissement de rattachement !...

✓ quant aux **lycées professionnels** sur le point de fermer comme le LP Paul Dassenoy de Mohrange, la place manquerait ici pour en dresser la liste...

(suite en page 2)



Éducation SUD Lorraine Info

BULLETIN LOCAL D'INFORMATION SYNDICALE

Numéro 16 - Avril 2014
ISSN : 2104-1547 - CPPAP : 1014 S 08325
Dir. de la publ. : Roberto Toscano
Imprimé par nos soins

SOMMAIRE

- p.1 : Édito / Cartographie lorraine du strip-tease du second degré
p.2 : Grand Marché Transatlantique / OCDE Cahier 13
p.4 : La marchandisation de l'éducation en Europe

PERMANENCES SYNDICALES

Lundi à Vendredi de 14h à 18h
4 rue de Phalsbourg - Nancy
Téléphone : 03 83 35 01 48

SUD Éducation Lorraine :
sudeduclor@gmail.com

SUD Éducation 57 :
sudeduc57@gmail.com

SUD Éducation 88 :
sudeduc88@gmail.com

SUD Éducation 54 :
sudeduc54@gmail.com

SUD Éducation 55 :
sudeduc55@gmail.com

Site académique : <http://sudedulor.lautre.net/>

Site fédéral : www.sudeducation.org

Union
syndicale
Solidaires

Cartographie lorraine du strip-tease du second degré (suite)

Bref, un management en flux tendus qui a fait ses preuves à la Poste, dans les hôpitaux ou chez Orange !

Si le mal-être et la déprime collective qui en découlent sont inévitables, nous ne devons pas pour autant verser dans le fatalisme qu'attendent de nous nos dirigeants pour pointer les dysfonctionnements et les manques de l'enseignement public afin de mieux légitimer un passage progressif de l'éducation au secteur privé. Il est fondamental et urgent de nous faire entendre :

- en refusant de voter ces DHG comme au lycée Bichat de Lunéville,
- en continuant à rédiger des motions contre les dotations ainsi que l'ont fait de nombreux CA de collèges (à Villers-lès-Nancy, Ludres, Blénod-lès-Pont-à-Mousson...),
- en rédigeant des communiqués de presse tels que celui paru dans Vosges Matin à propos du collège Louis Pasteur de Raon l'Étape ou celui paru dans le Républicain Lorrain à propos du lycée de Jarny,
- en organisant des AG d'établissements afin de pointer l'urgence de refuser collectivement les HSA, comme au collège Emile Gallé d'Essey-lès-Nancy ou au lycée Jean Zay à Jarny
- **en envisageant collectivement de faire grève (comme au lycée Bichat) pour dénoncer le manque avéré de moyens et réclamer une réelle prise en compte de nos missions de service public !**

Car ne l'oublions pas, « la grève des enseignants n'est pas, en tant que telle, une gêne pour le gouvernement mais elle est indirectement dangereuse, comme on l'a noté, puisqu'elle libère la jeunesse pour manifester. Ces grèves peuvent donc devenir des épreuves de force difficiles à gérer » (Cahier 13 de l'OCDE, p.29).



GRAND MARCHÉ TRANSATLANTIQUE

**Quand les Etats-Unis et l'Union Européenne
projettent de se marier pour le pire et...
pour le pire !**

Le projet de Grand Marché Transatlantique, un cousin germain de l'ALENA (Accord de Libre Échange Nord-Américain) - car la grande puritaine n'en est pas moins polygame - devrait permettre aux actionnaires et aux patrons, grâce à la suppression de toutes les barrières non tarifaires et à l'harmonisation des droits des travailleurs, de se livrer une guerre économique dont la victime expiatoire sera le niveau de vie de la population : **baisse des salaires, remise en cause du droit du travail, suppressions d'emplois et chômage de masse, exclusion, casse des services publics et de la protection sociale, remboursement d'une dette illégitime...** Voilà ce qu'il y a dans la corbeille !

En s'engageant pour la vie avec le champion du capitalisme néolibéral avec pour demoiselles d'honneur les grand(e)s patron(ne)s américain(e)s, la dot ne peut que tenir de la logique sordide du marché capitaliste. Bref, un mariage de raison...

Et pour se convaincre de l'issue de cette funeste union, il suffit de jeter un œil outre-Atlantique. La ville de Detroit, mise tout simplement en faillite, a été rendue exsangue financièrement par le patronat et les banques qui lui ont porté le coup de grâce en 2008 ! Face aux 18 milliards de dettes (au titre des aides fournies par la ville aux grandes entreprises), un administrateur d'urgence a été nommé pour vendre les services publics, liquider les prestations sociales acquises par capitalisation et faire procéder aux expulsions de ceux qui ne peuvent plus honorer leurs prêts immobiliers.

Tel serait donc le courtisan providentiel de l'UE pour conclure un accord de libre-échange : un État endetté à hauteur de 17000 milliards de dollars où les 20% les plus riches détiennent 85% de la richesse nationale, où les 1% les plus fortunés ont accaparé 98% des gains de pouvoir d'achat dégagés en 2013 !

Et qu'en dit la commission européenne ? Dans son étude d'impact elle estime « qu'il pourrait y avoir des coûts d'ajustement substantiels et prolongés, [et] des secteurs où les pertes d'emplois seront importantes et où les travailleurs pourront plus difficilement se reconverter », sans pour autant remettre en question le bien fondé de cet accord ! Des milliers d'emplois, et avec eux toutes les conquêtes sociales, sont bel et bien menacés par les conditions d'ouverture des frontières imposées par le patronat donneur d'ordres.

Pour Solidaires le contenu de cet accord est contraire aux intérêts des travailleurs et travailleuses de tous les pays. Il est urgent de le dénoncer, et de le combattre !

OCDE, Cahier 13 :

UN PLAN DE DESTRUCTION MASSIVE

Pourquoi les gouvernements successifs s'acharnent-ils à laminer les services publics ?

Les documents de l'OCDE nous apportent une réponse assez précise. L'OCDE, c'est l'Organisation de Coopération et de Développement Économique, elle regroupe 34 pays, gère un budget de 354 millions d'euros (en 2013), siège à Paris, et « sa mission est de promouvoir les politiques qui amélioreront le bien-être économique et social partout dans le monde »¹. Le Cahier n°13² de l'OCDE, dont il sera question ici, décrit les mesures d'ajustement, qui peuvent se résumer par la « *privatisation et libéralisation des marchés* »³ (p.7), ce qui implique licenciements abusifs, exploitation, bas salaires, mutations forcées, baisse de qualité de service, casse des grèves, répression... Nos gouvernants suivent depuis 20 ans ces conseils à la lettre. Tout ce qui arrive était écrit ici, dans ce rapport.

Tout d'abord, il faut savoir que l'OCDE développe ces stratégies à l'échelle internationale : « L'expérience de nombreux ajustements a montré que le succès politique de l'ajustement repose sur une suite de compromis et sur le pragmatisme. La mise au point d'un programme est déjà la résultante d'une série de compromis entre les gouvernements et les organisations internationales puis, au sein de l'exécutif, entre les différents ministres » (p.36).

Ensuite, à l'échelle nationale, le gouvernement se doit d'être préparé : « Si un gouvernement arrive au pouvoir au moment où les déséquilibres macro-économiques se développent, il bénéficie d'une courte période d'ouverture (quatre à six mois), pendant laquelle l'opinion publique le soutient et il peut rejeter sur ses prédécesseurs l'impopularité de l'ajustement. (...) Cela suppose une bonne stratégie de communication, cette stratégie étant une arme importante dans le combat politique. Il faut dès l'arrivée au pouvoir insister, voire en exagérant, sur la gravité des déséquilibres » (p.24). Autrement dit, il s'agit de créer une forte inquiétude et une grande insécurité. Ce Cahier n°13 se penche donc surtout sur les moyens de faire avaler la pilule au peuple.

Mais au fait, c'est quoi cet « ajustement » ? Dans le vocabulaire de l'OCDE, la stabilisation est une baisse subite des dépenses de l'État, et l'ajustement structurel est une réorganisation de l'économie du pays pour diminuer les dépenses de l'État. Par exemple : « Une politique monétaire restrictive, des coupures brutales de l'investissement public ou une réduction des dépenses de fonctionnement ne font prendre aucun risque à un gouvernement. Cela ne signifie pas que ces mesures n'ont pas des conséquences économiques ou sociales négatives : la chute des investissements publics ralentit la croissance pour les années à venir et met sur-le-champ des milliers d'ouvriers du bâtiment au chômage, sans allocation. Mais nous raisonnons ici en fonction d'un seul critère : minimiser les risques de troubles. » (p.16).

1 <http://www.oecd.org/fr/apropos/>

2 Le Cahier n°13 date de 1996, il est téléchargeable ici : <http://www.oecd.org/fr/dev/1919068.pdf>

3 Toutes les citations en italiques sont issues de : OCDE, Cahier n°13, la faisabilité politique de l'ajustement

Quant aux fonctionnaires : « Les salaires nominaux peuvent être bloqués (...) ; on peut ne pas remplacer une partie des salariés qui partent en retraite ; ou bien l'on peut supprimer des primes dans certaines administrations, en suivant une politique discriminatoire pour éviter un front commun de tous les fonctionnaires. Évidemment, il est déconseillé de supprimer les primes versées aux forces de l'ordre dans une conjoncture politique difficile où l'on peut en avoir besoin. (...) L'essentiel est d'éviter un mouvement de grève générale dans le secteur public qui remettrait en question un objectif essentiel du programme de stabilisation : la réduction du déficit budgétaire » (p.30). Ajustement, stabilisation, dans tous les cas une privatisation au moins partielle du secteur public est imposée, et ce en évitant les troubles politiques et sociaux que constituent la grève générale, les émeutes ou les blocages économiques.

« Si l'on diminue les dépenses de fonctionnement, il faut veiller à ne pas diminuer la quantité de service, quitte à ce que la qualité baisse. On peut réduire, par exemple, les crédits de fonctionnement aux écoles ou aux universités, mais il serait dangereux de restreindre le nombre d'élèves ou d'étudiants. Les familles réagiront violemment à un refus d'inscription de leurs enfants, mais non à une baisse graduelle de la qualité de l'enseignement et l'école peut progressivement et ponctuellement obtenir une contribution des familles, ou supprimer telle activité. Cela se fait au coup par coup, dans une école mais non dans l'établissement voisin, de telle sorte que l'on évite un mécontentement général de la population » (p.30). Or, sans les moyens matériels et financiers, tout dysfonctionne. On ne le constate que trop bien actuellement dans le secteur de l'éducation notamment.

Mais les stratégies sont variées :

« Cette politique peut prendre diverses formes : garantie d'un service minimum, formation d'un personnel qualifié complémentaire, privatisation ou division en plusieurs entreprises concurrentes, lorsque cela est possible » (p.23).



Service minimum, emploi de précaires en force d'appoint, limitation du droit de grève, privatisation, ça ne vous rappelle rien ?

La preuve est donc là, noir sur blanc, et démontre à ceux qui en doutaient encore que nos dirigeants ont un plan progressif, qualifié de « programme de stabilisation politiquement optimal qui, pour un même résultat économique, minimise les coûts politiques » (p.3).

La destruction au moins partielle des services publics, entre autres, est bel et bien voulue. Les réformes des gouvernements, de droite comme de gauche, ne tombent pas au hasard. Nous sommes en face de politiciens stratèges et cyniques qui ne sont absolument pas là pour arranger les choses. Leur vision politique est à long terme, et pour s'en convaincre il suffit d'observer, par exemple, la logique des réformes successives depuis 20 ans sur la question des retraites : cette logique est l'application parfaite des stratégies décrites ici. Toute dynamique positive est étrangère à nos gouvernants, si ce n'est dans l'intérêt des classes dirigeantes. La méthode, diviser pour mieux régner, n'est pas nouvelle, mais elle a fait ses preuves : « Un gouvernement peut difficilement stabiliser contre la volonté de l'opinion publique dans son ensemble. Il doit se ménager le soutien d'une partie de l'opinion, au besoin en pénalisant davantage certains groupes » (p.17). À cet égard le Cahier n°13 est un exemple de cynisme, de communication et de stratégie pour dirigeant prétendument démocrate. « Si le gouvernement, par crainte de l'opposition, attend la crise financière pour ajuster, il aura beaucoup moins de marge de manœuvre, en cas de crise politique. A la limite, il ne peut plus faire, en principe, de concession dès lors qu'il a pris des engagements envers le FMI pour bénéficier de son concours. D'ailleurs, une telle décision peut rendre service à un gouvernement car celui-ci peut ensuite répondre aux opposants que l'accord réalisé avec le FMI s'impose à lui, qu'il le veuille ou non » (p.22). Et encore : « Enfin, pour éviter les troubles, il est souhaitable que le gouvernement fasse un effort exceptionnel d'information (...). Ces interventions peuvent paraître plus spectaculaires qu'efficaces, mais en l'occurrence, seule importe l'image que donne le gouvernement et non la portée réelle de ses

interventions » (p.28). Ce Cahier n°13 est un exemple, non par le fait que la politique décrite ici sorte de l'ordinaire, mais bien plutôt par le fait que nous, travailleurs, puissions la constater noir sur blanc sans risquer d'être taxés de paranoïa.

Il reste cependant un point important, et non des moindres : si le programme d'ajustement idéal est celui qui génère le moins de troubles, tout ce qui s'apparente à l'émeute, à la grève générale, au blocage économique, tout cela fait peur à l'OCDE et aux gouvernements. « La grève des enseignants n'est pas, en tant que telle, une gêne pour le gouvernement mais elle est indirectement dangereuse, comme on l'a noté, puisqu'elle libère la jeunesse pour manifester. Ces grèves peuvent donc devenir des épreuves de force difficiles à gérer » (p.29). On est donc loin d'avoir tout perdu, même si leur programme a déjà, partiellement mais largement, détruit les services publics. Notre capacité de lutte, de résistance, est ce qui les effraie le plus. « Les grèves comportent un inconvénient sérieux, celui de favoriser les manifestations. Par définition les grévistes ont le temps de manifester » (p.26).

Si certains ont perdu espoir et croient la lutte inutile, en face, nos dirigeants savent que le pouvoir est entre nos mains et qu'ensemble nous pouvons les renverser pour changer l'ordre des choses. D'ailleurs, « l'organisation d'une répression dure et permanente (...) n'est pas possible pour plusieurs raisons : le coût de l'appareil répressif, la dépendance du gouvernement à l'égard de l'armée et de la police et surtout l'incidence extérieure » (p.12). D'où la nécessité, pour les gouvernants, de développer toutes ces stratégies. D'où la nécessité, pour nous, de nous mobiliser et de lutter pour une autre école, pour une autre société, débarrassée du capitalisme, une société solidaire, égalitaire et démocratique.

EN BREF (cahier 13, quand tu nous tiens...)

Le 5/02/2014, Geneviève Fioraso, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, interviewée⁴ au salon des entrepreneurs, estime qu'il faut enseigner l'entrepreneuriat dès l'école maternelle et décloisonner les mondes de la recherche et de l'entreprise.

Le 10/02/2014, le secrétaire général du Se-Unsa, Christian Chevalier, interviewé⁵ par le Café Pédagogique, affirme : « Depuis deux ans on est protégé par le bouclier présidentiel. (...) Il y a peu de moyens de faire des économies dans l'éducation car l'essentiel des dépenses, 90%, ce sont des salaires. Or baisser les salaires des enseignants c'est diminuer ceux de tous les fonctionnaires. Ce serait mettre 5 millions de fonctionnaires dans la rue. On peut diminuer des subventions, des crédits pédagogiques et de fonctionnement, mais quoi de plus ? Ma conviction c'est qu'on va continuer à être privilégié. » No comment.

Pour approfondir le sujet, concernant le Livret Personnel de Compétences, un article de SUD Éducation Lorraine :

<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1015>

⁴ <http://videos.lesechos.fr/news/interviews/g-fioraso-il-faut-enseigner-la-culture-de-l-entrepreneuriat-des-la-maternelle-3156574293001.html>

⁵ http://www.cafepedagogique.net/lexpresso/Pages/2014/02/10022014_Article635276149820978208.aspx

AGENDA

Assemblée Générale SUD Éducation : 16/04 – 04/06 à 14h.

Formations syndicales :

- 11 avril : 8h30/11h30: RIS AVS EVS espé de Metz
14h/17h RIS AVS EVS Jarny espace Gilbert Schwartz
- 5 juin : stage AED connaître vos droits ESPÉ de Metz
- 6 juin : stage AED connaître vos droits ESPÉ de Nancy

Modalités pratiques sur notre site :
<http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?rubrique77>

LA MARCHANDISATION DE L'ÉDUCATION EN EUROPE

Nico Hirtt était à Nancy les 29 et 30 janvier 2014, afin de nous faire profiter d'une conférence⁶, suivie le lendemain d'une formation syndicale. Nico Hirtt est enseignant et universitaire en Belgique. Il est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'école et les systèmes éducatifs européens. Il est le fondateur de l'APED⁷, rédacteur en chef de la revue trimestrielle "L'école démocratique" et contributeur au "Monde diplomatique".

Dans un contexte de crise et de baisse des dépenses publiques, sous l'influence des milieux économiques et d'un marché du travail de plus en plus polarisé entre très faible et très haut niveau de qualification, Nico Hirtt identifie et explique comment évoluent les systèmes éducatifs européens :

- abandon de l'ambition de démocratisation de l'enseignement et du savoir ;
- creusement des inégalités scolaires : socle commun minimal de compétences de base pour les uns, établissements d'élite et soutien extra-scolaire privé pour les autres ;
- système éducatif perçu comme marché à conquérir et comme secteur en voie de privatisation...

Aux yeux de ceux qui ne pensent l'éducation qu'en termes budgétaires, former c'est donc en grande partie gaspiller, puisque le marché économique exige quelques travailleurs ultra qualifiés pour une horde de travailleurs non qualifiés. L'OCDE prévoyait déjà cela en 2001, précisant que « *tous n'embrasseront pas une carrière dans le dynamique secteur de la « nouvelle économie » – en fait, la plupart ne le feront pas – de sorte que les programmes scolaires ne peuvent être conçus comme si tous devaient aller loin* » (OCDE, 2001, p.30). Mais alors, comment doivent-ils être conçus, ces programmes scolaires ?

La solution au problème ? Évincer des programmes toutes ces choses devenues inutiles, maintenant que l'école secondaire n'est plus réservée aux élites. Voilà donc l'école du socle, celle des 8 compétences de base. Savoir « *communiquer* », quelques « *compétences de base en sciences et technologie* », un peu de « *sensibilité culturelle* », beaucoup d'« *esprit d'entreprise* », un saupoudrage de « *compétence numérique* », quelques phrases dans une ou deux langues étrangères, et surtout la capacité d'apprendre (un mode d'emploi, un règlement, une procédure de travail...) feront de l'élève un excellent travailleur corvéable à merci. Au passage, l'État se décharge de sa mission d'éducation qu'il pourra progressivement offrir au secteur privé.

Ensuite, pour « *améliorer la réactivité* » des systèmes éducatifs, la Commission européenne et l'OCDE plaident pour la décentralisation et la mise en concurrence mutuelle des établissements scolaires. Enfin, le Conseil Européen recommande « *l'ouverture au monde* » des systèmes éducatifs, le monde de l'entreprise, le monde capitaliste.

L'école est donc sommée de se soumettre, et de soumettre ceux qu'elle devait former. Soumettre à l'adaptabilité, à la flexibilité. Se soumettre à la disparition des savoirs au profit de vagues « *compétences transversales* ». Fini la démocratisation de l'enseignement, bonjour les promesses d'une « *employabilité* » universelle. Évidemment, l'OCDE et l'Union européenne nous présentent ces évolutions comme innovantes et démocratiques.

« *La première victime de ces politiques est l'école publique elle-même. L'individualisation du rapport à la formation, la diffusion d'une idéologie entrepreneuriale, les quasi marchés scolaires, la réduction des dépenses publiques d'éducation et les partenariats école-entreprise ouvrent de plus en plus la porte de l'enseignement à sa conquête par le secteur privé. Mais la victime principale, c'est le jeune qui sort de cette école-là. On en aura fait un travailleur adaptable, non en développant sa compréhension du changement, mais en brisant sa capacité de résistance au changement ; non par une émancipation culturelle, mais par une privation de culture.* »⁸ conclut Nico Hirtt.

⁶ La conférence en ligne : <http://sudedulor.lautre.net/spip/spip.php?article1198>

⁷ APED : Appel Pour une École Démocratique www.ecoledemocratique.org

⁸ Nico Hirtt, Éduquer et former sous la dictature du marché du travail :

éducation
SUD
Lorraine
J'adhère !

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Tel :

Adresse mail :

Adresse professionnelle :

Catégorie :

Fonction exacte :

Classe Normale

Hors Classe

COTISATION - Barème indicatif selon les moyens de chacun (crédit d'impôt de 66%) :

Salaire net mensuel	Cotisation annuelle	Coût réel après crédit d'impôts
- de 600 €	6 €	2 €
+ de 600	15 €	5 €
+ de 750	27 €	9 €
+ de 900	45 €	15 €
+ de 1000	54 €	18 €
+ de 1100	64 €	21,33 €
+ de 1200	75 €	25 €
+ de 1300	88 €	29,33 €
+ de 1400	102 €	34 €
+ de 1500	117 €	39 €
+ de 1600	135 €	45 €
+ de 1700	153 €	51 €
+ de 1800	174 €	58 €
+ de 1900	192 €	64 €
+ de 2000	210 €	70 €
+ de 2100	230 €	76,66 €
+ de 2200	251 €	83,66 €
+ de 2300	272 €	90,66 €
+ de 2400	293 €	97,66 €
+ de 2500	315 €	105 €
+ de 2600	340 €	113,33 €
+ de 2700	364 €	121,33 €
+ de 2800	390 €	130 €
+ de 2900	416 €	138,66 €
+ de 3000	443 €	147,66 €
+ de 3100	472 €	157,33 €
+ de 3200	500 €	166,66 €
+ de 3300	530 €	176,66 €
+ de 3400	561 €	187 €
+ de 3500	593 €	197,66 €
+ de 3600 €	17,30 % du salaire mensuel	...

Paiement : par chèque à l'ordre de SUD Éducation Lorraine et à adresser à :

SUD Éducation – 4 rue de Phalsbourg – 54000 Nancy
Possibilité de paiement fractionné en établissant dès l'adhésion plusieurs chèques datés qui seront encaissés au cours de l'année scolaire.